

PARIS, le 5 novembre 2008

Pour joindre votre correspondant,  
composer le :

☎ 01 56 41 53 10

Fax : 01 56 41 53 01

valerie.delplace@fce.cfdt.fr

**Courrier adressé à l'ensemble des chambres patronales  
des huit branches du champ de la FCE-CFDT**

Monsieur le Président,

La crise financière qui frappe notre économie nous inquiète fortement sur ses conséquences directes pour les salariés et les entreprises.

C'est en particulier le cas des entreprises de la filière de l'automobile dont les difficultés sont aujourd'hui amplifiées et nous font craindre, si des mesures d'urgences n'étaient pas mises en œuvre, de lourdes restructurations dans les branches de la plasturgie, du caoutchouc ou bien encore du verre.

Nos dirigeants politiques ont semble-t-il mesuré l'ampleur de la gravité de la situation et prennent actuellement des mesures pour tenter de relancer l'économie et soutenir les entreprises.

Nous attendons de la part des entrepreneurs et des entreprises, une réelle participation à la relance économique.

Il est impératif, pour réussir cette relance économique, de redonner du pouvoir d'achat et de maintenir, de consolider et de développer l'emploi, dans nos industries.

C'est pourquoi la Fédération Chimie Energie de la CFDT vous demande d'ouvrir sans délai :

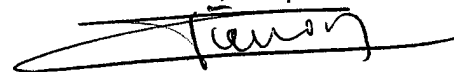
- Une réunion de la commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) pour évaluer précisément les conséquences de la crise économique sur l'emploi et sur le niveau des investissements afin d'envisager en toute transparence et de manière paritaire les pistes pour l'avenir ;
- Une négociation sur les salaires afin de garantir le maintien et la progression du pouvoir d'achat des salariés pour l'année 2008 ;
- Une négociation sur la mise en place d'une veille paritaire, économique, industrielle et sociale dans votre branche avec notamment pour objectif d'anticiper les effets de la crise et de dégager des perspectives.

Il est inconcevable que seuls les salariés soient les victimes de cette crise dont ils ne sont en aucune manière responsables. Les tensions qui s'amorcent vont nous mener à des situations de plus en plus explosives dans les entreprises. Elles ne feront qu'amplifier les difficultés de tous.

Le dialogue social, nous en sommes persuadés, doit être renforcé pour faire face à la situation actuelle, mais il nécessite un engagement responsable de l'ensemble des acteurs.

Pour ce qui nous concerne, nous y sommes prêts.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.



Patrick PIERRON  
Secrétaire Général